

Le pari des épiceries de village sans vendeur

» On cible les communes de 750 habitants à 30 minutes aller-retour d'un supermarché.

■ Des Charentais veulent créer une quinzaine d'épiceries autonomes dans de petites communes dépourvues

■ Une gageure là où les élus peinent à maintenir des petits commerces.

Lénaëlle SIMON
l.simon@charentelibre.fr

Bientôt, il sera possible de faire son plein de courses sept jours sur sept, 24 heures sur 24 à Marsac, Sers et Claix, qui n'ont pourtant pas de supérette. Ces communes de l'agglomération d'Angoulême sont les premières à avoir signé avec Api, une « start-up des campagnes » 100 % charentaise qui s'apprête à installer des épiceries autonomes. Une solution inédite en France et prometteuse pour un monde semi-rural souvent à la peine pour maintenir des commerces alimentaires.

Alex Grammatico, 37 ans, courtier en vins et spiritueux de Boutiers, Julien Nau, 44 ans, distillateur à Saint-Palais-de-Négrignac (17), à la frontière charentaise, et Jean-



Un bâtiment en bois et des épiceries qui fonctionnent toutes seules, c'est le pari d'Api, diminutif d'Apidae, famille qui regroupe 5.700 espèces d'abeilles.

Photo Api

Luc Treillou, entrepreneur dans la biotech dans la région de Bordeaux, se sont associés. Ils y travaillent depuis quinze mois, en plus de leurs jobs respectifs, avec l'aide d'une dizaine de collaborateurs. Api a déjà signé avec Marsac, Sers et Claix, où les enseignes devraient ouvrir d'ici la fin de l'année. Et s'apprête à signer avec trois autres communes et prospecte encore une dizaine de magasins supplémentaires d'ici mi-2023. « Le monde rural est une opportunité.

L'arrivée des néo-ruraux montre que ces territoires sont attractifs, à condition d'y proposer un minimum de services », estime Julien Nau.

700 références à prix supermarchés

L'idée : fabriquer des épiceries qui fonctionnent toutes seules dans des bâtiments de 40m², en bois recyclé, conçus en Mayenne. « On proposera 700 références, des produits frais ou surgelés aux articles d'hygiène et à la droguerie, le tout à des prix de supermarchés, précise Alex Grammatico. Il n'y aura pas cinquante boîtes de thon à l'huile. Il y en aura une seule, mais ce sera le meilleur rapport qualité-prix. On table sur 30 % de marques nationales, 70 % de marques distributeurs dont 10 % de produits bio. Une offre construite pour la clientèle rurale. La seule chose qu'on ne vend pas, c'est l'alcool pour ne pas apporter une mauvaise clientèle aux abords. » Pas de fruits et légumes au poids pour limiter les erreurs à la caisse automatique, mais quelques essentiels dans des barquettes en carton.

C'est aussi un parti pris puisque ces épiceries seront équipées d'une tonnelle sous laquelle pourront s'installer des producteurs locaux,

marais ou paysans-boulangers. « On cible les communes ou regroupements de communes de 750 habitants qui n'ont pas d'épicerie et qui sont situés à au moins trente minutes aller-retour d'un supermarché. » Pour penser aux personnes âgées qui ne sont pas mobiles et doivent compter sur la solidarité familiale ou le voisinage pour remplir le frigo. Pour des raisons économiques aussi. « Une demi-heure de voiture c'est 6€, une demi-heure de Smic c'est 4,30€. »

Api prévoit d'embaucher un gestionnaire pour cinq magasins, qui assurera une présence d'une heure et demie chaque jour sur chacun des lieux, afin d'assurer la mise en rayon, la relation avec les clients et l'entretien. C'est la start-up qui finance tout. La commune n'a qu'à assurer les branchements électriques et à faire des travaux de terrassement, par exemple, si besoin. « L'équilibre économique est difficile à atteindre sur des épiceries classiques. Cette technologie permet de le rendre abordable. » Et rassure les élus (lire ci-dessous).

Ces magasins autonomes existent déjà dans des villes, à Gennevilliers par exemple. Mais sous forme de structures plus petites, 17 m², essentiellement dédiées au snacking

Api voit grand

L'entreprise est en train de lever plusieurs millions d'euros pour se lancer car pour l'heure, les trois entrepreneurs travaillent sur leurs deniers personnels. Elle a déjà recruté une dirigeante qui a quitté un poste confortable dans une entreprise de 80 salariés dans l'agroalimentaire à Paris, séduite par le projet.

et dont le paiement fonctionne grâce à l'intelligence artificielle et aux capteurs disséminés dans les rayons. « Nous, on ne veut pas d'une technologie effrayante, que les gens se sentent flingués. » Chez Api, le fonctionnement se veut simple. « Soit on crée un compte sur l'application en une minute et on entre en scannant un QR code, soit pour ceux qui n'ont pas de téléphone, on entre avec une carte qui pourra être envoyée par La Poste ou disponible dans les mairies. » Les articles sont payés par carte bleue en caisse automatique. « On reversera un pourcentage de notre chiffre d'affaires à des initiatives locales qui travaillent sur des thématiques qu'on définira, comme l'obésité ou l'isolement. »



Jean-Luc Fouchier, le maire de Marsac (à g.) compte sur Alex Grammatico et Julien Nau pour retrouver un commerce alimentaire dans sa commune.

Ph. Quentin Petit

Une épicerie rentable, la galère des élus

Le commerce en milieu rural ou semi-rural, c'est le nerf de la guerre. Et un sacré défi. « On a essayé d'installer des épiceries, il y a eu deux ou trois projets, mais ça s'est toujours soldé par des échecs, malgré des loyers modérés, parce que les prix pratiqués étaient trop différents de ceux des supermarchés, que l'amplitude horaire était insuffisante et qu'un commerce tout seul, ça ne marche pas, surtout si ce n'est que pour du dépannage », observe Jean-Luc Fouchier, le maire de Marsac, qui a commencé à communiquer sur sa future épicerie auprès de ses administrés. Ici, les habitants vont faire leurs courses aux Super U de

Saint-Yrieix ou de Rouillac. Il a vite été séduit par le projet d'Api et rassuré par le modèle de fonctionnement. « On n'a rien à faire, hormis assurer un branchement électrique et une ligne téléphonique, et rien à payer. Ça ne met pas la commune en danger financièrement, apprécie l' élu. On a des budgets contraints, c'est très dur de faire vivre des projets. »

« Moins risqué pour nos finances »

C'est aussi l'argument qui a fait mouche auprès de Dominique Pérez, le maire de Claix. « C'est un investissement dérisoire pour nous.

Environ 1.700€ pour amener le courant. Ils paieront d'ailleurs une redevance d'occupation du sol. C'est vraiment une petite somme, mais c'est une question de principe car les autres commerçants la paient. Ça fait très longtemps qu'on essaie d'amener du service à nos concitoyens. On avait travaillé sur un restaurant, qui a fermé en 2021, l'après-covid ayant été difficile. Sur une boulangerie, mais ça n'a pas fonctionné. »

La commune s'était même, dans le passé, rapprochée d'Intermarché et de Système U « pour essayer de monter un commerce à Claix ». « Mais ils nous ont dit que ce n'était pas très viable et surtout, ils souhaitent qu'on construise le bâtiment,

ce qui aurait été risqué pour les finances de la commune. Cependant, tout reste à faire. Il faudra que les habitants s'approprient cette épicerie. » Les fondateurs d'Api comptent faire du porte-à-porte pour expliquer le fonctionnement aux habitants.

« Le manque de commerce alimentaire s'est surtout fait sentir pendant le covid, remarque Roland Veaux, le maire de Sers. On a eu jusqu'à deux ou trois épiceries sur la commune, puis plus rien. Une épicerie, ça rapporte trois fois rien. La dernière qu'on a eue était liée à un bistrot, mais le bistrot a fermé pour raison familiale et l'épicerie avec. J'ai essayé de faire passer une camion-



Dominique Pérez, le maire de Claix, a signé avec Api.

Photo CL

nette ambulante, mais elle ne passe que chez deux ou trois personnes âgées. » L'épicerie autonome sera installée près de la boucherie et la commune travaille aussi à l'arrivée d'une laverie automatique et d'un bistrot.